

LE ROLE DES PARLEMENTS EN AMERIQUE CENTRALE DANS LES PROCESSUS DE RECONCILIATION ET DE DEMOCRATISATION



Union interparlementaire

Séminaire sous-régional précédé d'une table ronde nationale et organisé
par l'Union interparlementaire et l'Assemblée législative d'El Salvador

SAN SALVADOR, 6-7 mai 2008

OBSERVATIONS ET CONCLUSIONS DU RAPPORTEUR

Des parlementaires du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Mexique, du Nicaragua, du Panama et du PARLACEN, ainsi que des hauts fonctionnaires, actuels et anciens, et des représentants de la société civile, se sont réunis à San Salvador, à l'invitation de l'Assemblée législative d'El Salvador et de l'Union interparlementaire, pour porter un regard critique sur le processus de paix en Amérique centrale, ses résultats et les défis encore à relever en matière de réconciliation et de démocratisation et, in fine, renforcer le rôle et l'action des parlements.

Les tensions en Amérique centrale ont des origines politiques, économiques et sociales. Si les processus de paix ont effectivement permis de résoudre une partie des problèmes, d'autres persistent. Il importe, d'une part, de renforcer les institutions et les processus démocratiques dans la région et, d'autre part, de régler les graves problèmes socio-économiques.

En effet, pour une grande partie d'entre eux, les facteurs qui ont été à l'origine des tensions sont encore présents, et dans un certain nombre de cas, ils sont encore plus marqués qu'auparavant, comme l'attestent l'augmentation de la pauvreté et la concentration croissante des richesses aux mains de quelques personnes. Certes, il n'y a plus de conflits armés, mais les sociétés d'Amérique centrale continuent à être le théâtre d'une violence récurrente liée à l'existence d'une forte délinquance organisée. Par ailleurs, de nouvelles menaces, comme le réchauffement climatique, se font jour, qui exigent des mesures efficaces.

Les parlements et les dirigeants politiques ont une grande responsabilité face à ces problèmes, qui passe avant tout par l'élaboration d'un programme économique et social efficace pour lutter contre la pauvreté et permettre une répartition équitable des richesses ainsi que l'établissement d'une paix juste et durable. D'aucuns ont laissé entendre que ce programme devrait être élaboré au plan régional, en s'inspirant de ce qu'a fait l'Union européenne, et qu'il pourrait donner lieu à un Esquipulas III ou Esquipulas social. Celui-ci permettrait de donner un nouvel élan à l'effort nécessaire pour le bien de tous en Amérique centrale, en consolidant les processus démocratiques et les institutions.

De même, la politique budgétaire est un instrument fondamental pour consolider la démocratie. Si l'on veut renforcer les acquis sociaux et permettre le plein exercice des droits de l'homme, il faut un engagement citoyen de la société en ce qui concerne la fiscalité et le contrôle de l'exécution du budget. Il faut que les parlementaires s'engagent à rechercher des accords budgétaires propres à renforcer la fiscalité, le contrôle de l'impact social du budget, ainsi que l'utilisation de la politique budgétaire comme d'un instrument des droits de l'homme.

Si les processus de paix ont permis la mise en place de nouvelles institutions, avec la création de Tribunaux constitutionnels, de ministères publics et d'organismes de protection des droits de l'homme, ces institutions ne sont pas suffisamment anciennes et pas suffisamment enracinées. Il y a encore de sérieux motifs d'inquiétude quant à l'indépendance, l'impartialité et la compétence du système judiciaire. De même, les participants ont souligné que le renforcement des institutions politiques de l'Etat ne s'était pas accompagné de la consolidation des démocraties électorales. Ils ont mentionné en particulier les Tribunaux suprêmes électoraux qui demeurent fortement politisés, dans la mesure où ils sont souvent composés de personnes nommées sur des critères purement politiques.

On a par ailleurs critiqué le peu de place qui est faite à la réconciliation et à la réparation due aux victimes de la violence dans l'Esquipulas II, même si ce problème a été partiellement corrigé grâce au travail de supervision du système interaméricain des droits de l'homme.

Il est primordial que le Parlement remplisse vraiment son rôle de lieu de discussion et d'action dans un climat de respect et de confiance, en se fondant sur l'idée que tout le monde doit participer à ce processus. Evidemment, il existe différentes opinions politiques, qui sont parfois totalement opposées, en ce qui concerne le rôle de l'Etat et les réformes structurelles indispensables pour faire face aux grands enjeux actuels, mais c'est là une caractéristique intrinsèque de la vie politique. Néanmoins, pour le bien de tous, il est indispensable que tous les partis politiques, en particulier leurs plus hautes instances, s'efforcent de participer au débat national en évitant la polarisation qui paralyse la vie politique. De surcroît, il importe que de nouvelles générations de dirigeants puissent accéder à la scène politique pour apporter leur contribution et leurs idées, aux côtés d'autres acteurs clés tels que la société civile organisée et le secteur économique.

Les parlements jouent indéniablement un rôle crucial en ce sens qu'ils légifèrent, établissent le budget et déterminent, avec la société civile organisée, l'action de l'Exécutif en matière de réconciliation, de démocratisation et de justice sociale et économique. Aussi tout projet d'appui technique relatif à ces fonctions doit-il s'accompagner d'un renforcement de la capacité politique des parlements.

Cela suppose également que les partis politiques se comportent de manière responsable et préparent leurs candidats, de manière à ce que ces derniers sachent quelle est la mission parlementaire et quels sont les objectifs des fonctions législative et budgétaire, à des fins de gouvernance. Les participants ont insisté à plusieurs reprises sur la nécessité de « démocratiser » les partis politiques au plan interne, au moyen d'une réforme politique, notamment pour s'assurer que leurs activités soient toujours pleinement conformes aux exigences de l'état de droit.

Vient ensuite une question étroitement liée à ce qui précède, l'intégrité. Certains ont relevé que le système démocratique était menacé en raison du financement des campagnes politiques par le secteur privé, surtout à un moment où les trafiquants de drogue tentent de s'infiltrer partout. Ce mode de financement amène les partis politiques à prendre des engagements qui influent sur leurs positions et peuvent au final se révéler contraires à la morale et à l'éthique et mettre ainsi en danger les institutions du pays.

Enfin, il est indispensable d'instaurer une culture de l'éthique qui intègre les valeurs censées régir la conduite des agents de l'Etat, qui se doit d'être irréprochable. Au niveau régional comme au niveau national, il existe différents

instruments propres à promouvoir l'éthique des pouvoirs publics, comme en attestent le « Tribunal d'éthique gouvernementale » et la « Commission d'éthique parlementaire », en El Salvador. En outre, les médias et les organisations non gouvernementales ont un rôle important à jouer pour garantir le respect de ces règles.